

**SAS Centrales Villageoises de la vallée du Garon**

**Société par actions simplifiée à capital variable**

**Au capital de 11.700 €**

**Siège social : Maison des associations, 1 rue Louis Martel, 69630 Chaponost**

**RCS 985 164 136 TCO de Lyon**

**STATUTS**

Les soussignés,

Monsieur CILIBERTO Sergio, [redacted]

Monsieur DAEUBLE Stéphane, [redacted]

Monsieur DARODES DE TAILLY Martin, [redacted]

Monsieur HAZARD, Hugo, [redacted]

Monsieur LARÇONNIER Stéphane, [redacted]

Monsieur LEROY Morgan, [redacted]

Monsieur PILLARD François, [redacted]

Monsieur SOURTY Arnaud, [redacted]

Monsieur SZELAG Vincent, [redacted]

Monsieur THINON, Maxime, [redacted]

Madame TOURENQ, Agnès [redacted]

Ci-après dénommés les « actionnaires »

Ont préalablement exposé ce qui suit :

Sc [signature] VS PCL [signature] MD  
FP SC M [signature] SD [signature]

# Préambule

**La société par actions simplifiée Centrales Villageoises de la vallée du Garon** – dénommée commercialement **Graines d'Énergies** – est issue d'un collectif citoyen de bénévoles œuvrant pour le développement durable et la solidarité, association déclarée sous le nom de Graines de Possibles. Graines de Possibles restera le support des actions bénévoles et pourra notamment concourir aux actions de promotion, sensibilisation et formation liées au développement de la société.

La SAS Centrales villageoises de la vallée du Garon a pour objet le développement d'actions liées à la transition énergétique sur les communes de Brignais, Chaponost, Montagny, Millery et Vourles, notamment en concrétisant une appropriation des choix énergétiques par les citoyens.

Notre société inscrit ses activités dans un développement soutenable, un travail avec les acteurs locaux, une ambition de contribuer fortement à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, à travers le développement massif des énergies renouvelables, la promotion des actions concrètes de sobriété et l'efficacité énergétique sur le territoire.

Notre société a choisi d'adhérer au réseau des Centrales Villageoises dont nous partageons les valeurs et objectifs et qui pourra nous apporter son support. Pour rappel en 2018 les sociétés Centrales Villageoises existantes se sont réunies dans une association nationale qui œuvre à la reconnaissance de ce mouvement, à son développement, à leur soutien technique et logistique.

Les sociétés Centrales Villageoises s'engagent à respecter la charte des Centrales Villageoises, notamment ses points fondamentaux et à suivre leur évolution. Elles contribuent aux objectifs de leur association nationale en fonction de leurs développements et partagent leurs avancées.

*Le travail des Parcs naturels régionaux de France sur une approche territoriale de l'énergie a conduit en 2010 à expérimenter un nouveau type de société citoyenne et locale pour concrétiser une appropriation des choix énergétiques par les citoyens et les acteurs d'un territoire.*

*La conception des sociétés Centrales Villageoises a été financée par l'Europe et l'ancienne région Rhône-Alpes et soutenue par l'agence régionale Auvergne-Rhône-Alpes Energie-Environnement et la Fédération nationale des Parcs naturels régionaux.*

*Elle traduit l'inscription de leurs activités dans un développement soutenable, un travail avec les acteurs locaux, une ambition de contribuer fortement à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, à travers le développement massif des énergies renouvelables, la promotion des actions concrètes de sobriété et l'efficacité énergétique sur leur territoire. Elle contribue aux objectifs du territoire sur l'énergie tout en respectant l'ensemble de ses enjeux.*

*En 2018 les sociétés Centrales Villageoises existantes se sont réunies dans une association nationale qui œuvre à la reconnaissance de ce mouvement, à son développement, à leur soutien technique et logistique.*

La SAS Centrales Villageoises de la vallée du Garon - Graines d'énergies s'engage notamment à :

- œuvrer au maximum avec les élus pour une concertation et une co-construction des projets avec les habitants et acteurs du territoire qu'elle s'est défini,

VS MC 2/27  
FF H SL SD AS SC

- respecter les patrimoines paysager, urbanistique et architectural, social qui constituent les fondements du territoire et contribuer à une perception positive de son évolution par ses habitants et ses usagers
- promouvoir les économies d'énergie et la réduction des émissions de gaz à effet de serre notamment définies par les programmes portés par les acteurs du territoire
- rechercher en priorité à conforter le développement local, et concourir à la création de richesse pour ses habitants et entreprises et notamment préférer les achats de biens produits localement, ou en France et en Europe.
- Accorder une attention particulière aux publics fragiles et œuvrer avec les instances engagées dans cette voie
- Contribuer à travers ses actions au renforcement des liens sociaux et de la solidarité sur le territoire et à la mise en valeur de ses qualités.

Ceci exposé, les soussignés ont établi les présents statuts de la société par actions simplifiée dans le but de sa constitution.

## TITRE I CONSTITUTION - DENOMINATION - OBJET - DUREE – SIEGE

### **Article 1<sup>er</sup>— Forme**

Il est formé entre les soussignés et toutes celles et ceux qui adhéreront ultérieurement aux présents statuts, une Société par actions simplifiée à capital variable, régie notamment par :

- le livre II du Code de commerce et plus particulièrement les articles L231-1 et suivants relatifs aux sociétés à capital variable et les articles L.227-1 à L227-20 relatifs aux sociétés par actions simplifiée.
- et par les présents statuts

### **Article 2—Dénomination**

La dénomination sociale de la société est : « Centrales Villageoises de la vallée du Garon

Dans tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par Actions Simplifiée à capital variable » ou des initiales « S.A.S. à capital variable », et de l'énonciation du montant du capital social.

### **Article 3—Objet social**

La société a pour objet :

- l'installation et l'exploitation de centrales de production d'énergie renouvelable et la vente de l'énergie produite
- le développement et la promotion des énergies renouvelables, des économies d'énergies et de la sobriété

ML  
AP  
SC  
SD  
HH  
VS  
MD  
SC







- Au-delà des dispositions légales et des contrats pouvant être passés entre eux, encadre les relations entre producteurs et consommateurs et traite les problématiques engendrées par l'opération d'autoconsommation collective ;

La société est autorisée à mandater un tiers pour exécuter tout ou partie des actions énumérées ci-dessus en son nom et pour son compte.

#### **Article 4—Durée**

La durée de la société est de 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

Les décisions de prorogation de la durée de la société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des actionnaires statuant à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés.

#### **Article 5—Siège social**

Le siège de la société est fixé à Chaponost, 69630, maison des associations, 1 rue Louis Martel.

Il peut être transféré en tout endroit, dans la limite du périmètre du territoire de la société défini à l'article 3, par décision du Conseil de gestion.

## **TITRE II CAPITAL SOCIAL – ACTIONS**

#### **Article 6—Apports**

Lors de la constitution, il est apporté à la Société une somme totale de onze mille sept cents euros (11.700 €) correspondant à cent dix-sept (117) actions de numéraire, d'une valeur nominale de cent euros (100 €) chacune, souscrites et libérées intégralement, ainsi qu'il résulte du certificat établi en date du ~~06/03/2024~~ par la Caisse d'Epargne Rhône-Alpes, dépositaire des fonds, auquel est demeurée annexée la liste des personnes ayant souscrit avec l'indication nominative des sommes versées.

#### **Article 7—Capital social initial**

Le capital social initial est fixé à la somme de onze mille sept cents euros (11.700 €) correspondant à cent dix-sept (117) actions de cent (100) euros de valeur nominale chacune.

#### **Article 8—Variabilité du capital – Capital minimum – Capital maximum – Pourcentage détenu**

En application des dispositions des articles L.231 à L.231-8 du Code de commerce et de l'article 294-1 du Code de l'énergie (ou de tout article qui s'y substituerait), le capital social est susceptible d'augmentation au moyen de l'admission de nouveaux actionnaires ou de la souscription d'actions nouvelles par les actionnaires et de diminution par la reprise totale ou partielle des apports effectués par les actionnaires.

Sous réserve de ce qui est stipulé ci-après, le capital social effectif peut augmenter sans respecter les règles ordinaires jusqu'au montant du capital maximum statutaire fixé à un million (1 000 000) d'euros.

De même, le capital social effectif peut diminuer par la reprise totale ou partielle des apports effectués par les associés dans la limite du capital minimum statutaire fixé à onze mille sept cents (11.700 €) euros.

VS  
FP IT SL SD AS SC  
MD 5/27

Le capital social statutaire maximum et le capital social statutaire minimum pourront être modifiés par décision collective des actionnaires statuant à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés.

Dans les limites de la variabilité du capital fixées ci-dessus, le Conseil de gestion a tous pouvoirs pour recevoir la souscription en numéraire d'actions nouvelles émanant des actionnaires et effectuer les inscriptions modificatives dans les comptes de la société.

Lorsque les souscriptions proviennent de nouveaux souscripteurs, autres que les actionnaires, il est fait application de la clause d'admission prévue à l'article 12 des statuts.

Les trois premières années suivant l'immatriculation de la société, les actions nouvelles seront souscrites à leur valeur nominale.

A compter de la quatrième année, chaque année l'assemblée générale annuelle décidera pour les souscriptions ultérieures, s'il y a lieu d'émettre les actions nouvelles avec une prime d'émission. Le cas échéant, l'assemblée générale décidera le montant de cette prime d'émission. Dans tous les cas, les actions nouvelles devront être intégralement libérées.

Sauf dérogation accordée par décision collective à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés, à l'issue du troisième exercice social suivant la constitution de la Société, chaque actionnaire doit détenir moins de 10% du capital social.

En application des dispositions qui précèdent, l'actionnaire qui détiendrait un pourcentage d'actions supérieur à 10%, quelle que soit l'origine de ce dépassement, souscription d'actions, succession ou liquidation d'un régime matrimonial, évolution du capital social est tenu de céder ses actions dans le délai de six mois suivant la tenue de l'assemblée générale ayant statué sur les comptes du second exercice social ou de l'assemblée statuant sur l'exercice au cours duquel est survenu ce dépassement.

L'actionnaire cède les actions en surplus soit à un ou plusieurs actionnaires, soit à un ou plusieurs tiers agréés selon la procédure prévue à l'article 11.2, soit, à la société.

Dans ce dernier cas, celle-ci est tenue dans un délai de six mois soit de céder soit d'annuler lesdites actions.

#### **Article 9—Forme des actions - Souscriptions**

Les actions sont nominatives, non négociables et indivisibles à l'égard de la société. La société ne reconnaît qu'un ou qu'une propriétaire pour chacune d'elles.

Les nouvelles actions seront souscrites soit au moyen d'un bulletin de souscription, établi en deux exemplaires originaux, à conserver par chacune des Parties, soit au moyen d'un système de souscription informatique automatisé mis en place par la société, envoyant un courriel récapitulatif des informations transmises par le souscripteur à chacune des Parties.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom des titulaires sur le registre des mouvements et les comptes d'associés tenus par la Société à cet effet.

#### **Article 10—Droits et obligations attachés aux actions**

Chaque action donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital social qu'elle représente dans les bénéfices et dans l'actif social.

Les actionnaires ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

FP ML AS SC VS MD 6/27  
SD AS AS JH SC



La possession d'une action comporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux résolutions des Assemblées Générales régulièrement adoptées.

Tout actionnaire a le droit d'être informé sur la marche de la société et d'obtenir la communication de documents sociaux.

Pour la prise des décisions collectives, chaque actionnaire dispose d'un nombre de voix dépendant de la quantité d'actions qu'il détient suivant la répartition suivante :

- tout actionnaire possédant entre 1 et 10 actions dispose d'une voix
- tout actionnaire possédant entre 11 et 50 actions détient 2 voix
- tout actionnaire possédant plus de 50 actions détient 3 voix

La propriété d'actions ne donne pas droit à l'utilisation de l'image de la société pour quelque utilisation que ce soit sans l'accord formel du Conseil de Gestion.

### **Article 11—Cession d'actions**

#### *11.1 Clause d'inaliénabilité*

Les actions ne peuvent être cédées pendant les cinq premières années, à compter de l'immatriculation de la Société.

Toutefois, au vu de circonstances particulières dûment motivées, l'interdiction d'aliéner pourra être levée par décision du Conseil de gestion.

#### *11.2 Clause de préemption et d'agrément*

Toute cession d'actions à un tiers non-actionnaire doit être prioritairement proposée aux autres actionnaires de la société. Les actionnaires disposent d'un délai de deux mois pour exercer ce droit à compter de la réception de la demande formulée par le cédant et adressée à la Présidence de la Société.

La notification adressée à la Présidence comprend les éléments suivants :

- . Le nombre d'actions concernées ;
- . Les informations sur le ou la cessionnaire envisagé-e : nom, prénoms, adresse, date et lieu de naissance, état marital et nationalité ou s'il s'agit d'une personne morale : dénomination, siège social, numéro R.C.S. ou RNA, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux ;
- . Le prix et les conditions de la cession projetée ;

Cette demande d'agrément est transmise par la personne en charge de la Présidence aux associés, avec les moyens de son choix, et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la notification du cédant.

A l'issue du délai de deux mois suivant la notification et à défaut d'exercice du droit de préemption par l'un des actionnaires, le cédant ou la cédante peut vendre à tout acquéreur de son choix, dans la limite de l'agrément du Conseil de gestion prévu ci-après.

Sauf en cas de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux, ou de cession, soit à un conjoint une conjointe, soit à un ascendant ou une ascendante, soit à un descendant ou une descendante, la cession d'actions à un tiers non-actionnaire, qu'elle ait lieu à titre gratuit ou onéreux est soumise à l'agrément de la société dans les conditions prévues ci-après.

ML TF SC VS MD  
FP AS SO & HH 7/27



Le ou la cessionnaire pressenti-e doit satisfaire aux conditions prévues à l'article 12 relatives à l'admission d'un nouvel actionnaire.

Le Conseil de gestion se prononce sur l'agrément dans un délai de trois mois à compter de l'extinction du délai de préemption prévu ci-dessus.

Il statue sur cet agrément à la majorité des voix des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix du Président ou de la Présidente compte double.

S'il n'agrée pas le cessionnaire proposé, et que celui-ci n'a pas retiré son offre dans le délai de 8 jours, le Conseil de gestion est tenu, dans un délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les actions soit par un ou plusieurs actionnaires ou tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue, soit de décider leur rachat par la société. Dans ce dernier cas, celle-ci est tenue dans un délai de six mois soit de céder soit d'annuler lesdites actions. Ces facultés peuvent être combinées.

Si, à l'expiration du délai de trois mois prévus précédemment, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est celui mentionné dans la notification ou, à défaut d'accord, fixé à dire d'experts dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

Tous les frais résultants du transfert sont à la charge du cessionnaire.

### TITRE III ADMISSION - RETRAIT - EXCLUSION - REMBOURSEMENT

#### **Article 12—Admission d'un nouvel actionnaire**

Toute personne physique ou morale peut se porter candidate pour devenir associée à condition de satisfaire aux conditions suivantes :

- être majeure (pour les personnes physiques), ou
- être mineur émancipé (personnes physiques) ou
- être mineur non émancipé représenté par son tuteur ou sa tutrice ou administrateur légaux (pour les personnes physiques)

et,

- à compter du 3ème exercice social, souscrire un nombre d'actions représentant moins de 10% du capital social
- avoir un lien personnel ou légal avec le territoire défini à l'article 3, pour au minimum 60% des actionnaires.

Sauf lorsque l'admission fait déjà l'objet de la clause d'agrément prévue à l'article 11.2, toute personne sollicitant son admission doit présenter sa demande au Conseil de gestion qui accepte ou refuse l'admission.

La notification adressée au Président ou à la Présidente comprend les éléments suivants :

- . Le nombre d'actions concernées,
- . Les informations suivantes : nom, prénoms, adresse et nationalité, état marital,

MC VT SL MD  
FP AS SD JM VS  
8/27  
SL

ou s'il s'agit d'une personne morale : dénomination, siège social, numéro R.C.S. ou RNA, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux ;

Le Conseil de gestion statue sur l'admission à la majorité des voix des membres présents ou représentés, en cas de partage la voix du président ou de la Présidente compte double.

Dans le cas où une personne physique ou morale souhaiterait devenir associée au motif qu'elle souhaite participer à une opération d'autoconsommation collective, le Conseil de gestion devra recueillir la décision du Comité consultatif sur la question (art.17 bis) avant d'accepter ou non le candidat.

La décision d'accepter ou non un candidat revêt un caractère purement discrétionnaire les décisions du Conseil de gestion n'ayant pas à être motivées.

Les héritiers d'un actionnaire décédé ou leur tuteur peuvent solliciter leur admission dans les mêmes conditions.

La liste actualisée des actionnaires est consultable par les actionnaires à chaque assemblée générale annuelle.

Par dérogation aux stipulations qui précèdent, l'admission d'un nouveau membre, à compter du 3ème exercice, pour un montant de capital supérieur à 10% du capital social, pourra être acceptée par décision collective des actionnaires prise à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

Dans tous les cas, les actionnaires devront majoritairement résider sur le territoire de la société tel que défini à l'article 3 ou dans le département correspondant ou dans les départements limitrophes. Si cette majorité devait être remise en cause par l'agrément de nouveaux actionnaires, le Conseil de gestion ne pourra accepter ces nouveaux actionnaires.

#### **Article 12 bis—Admission d'un participant à une opération d'autoconsommation collective**

L'actionnaire qui souhaite participer à une opération d'autoconsommation collective dont la présente société est la Personne Morale Organisatrice doit en effectuer la demande auprès du Conseil de gestion. Les demandes doivent être présentées par courrier recommandé avec accusé de réception ou par courrier électronique suivant les dispositions des articles 1125 et suivants du Code Civil. Elles doivent intégrer le formulaire d'entrée dûment rempli, dans laquelle l'actionnaire s'engage à communiquer toutes les données de comptage nécessaires à la bonne réalisation de l'opération et à respecter les clauses du contrat de vente d'électricité que lui propose la société.

Lorsque cette demande est concomitante à une demande d'admission dans la société, le courrier et le formulaire sont joints à la notification décrite à l'article 12.

#### **Article 13—Retrait d'un associé**

Sauf application des dispositions concernant le capital social statutaire minimum, tout actionnaire pourra se retirer de la société à la date de clôture de chaque exercice social à compter de la cinquième (5ème) année suivant l'immatriculation de la société.

Toutefois, au vu de circonstances particulières dûment motivées, l'interdiction de se retirer pendant le délai de cinq ans pourra être levée par la majorité des deux tiers du Conseil de gestion.

La demande de retrait devra être notifiée au Conseil de gestion par courriel avec accusé de réception ou, à défaut, lettre recommandée avec accusé de réception, deux mois au moins avant la clôture de l'exercice.

ML AS SC VS MD 9/27  
FR AS SD JH SC



Il prendra effet à la clôture de cet exercice social. Dans le cas où la demande de retrait d'un actionnaire devrait être refusée du fait qu'elle aurait pour effet de ramener le capital en dessous du capital minimum statutaire tel que fixé à l'article 8 ci-dessus, le retrait, pour tout ou partie de ses actions, serait prioritairement proposé audit actionnaire dès que le montant du capital social le permettrait. Au cas où cette situation se présenterait pour plusieurs demandes émanant de différents actionnaires, ces demandes seraient traitées dans l'ordre chronologique d'enregistrement.

#### **Article 14—Clause d'exclusion**

Un ou une actionnaire peut être exclu de la société en cas de survenance d'un des événements suivants :

- Non-respect des statuts
- Préjudice moral ou matériel causé à la société
- Défaut de règlement des sommes dues à la société, un mois après une sommation de payer faite par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse
- Toute participation à une activité allant à l'encontre de l'intérêt social de la Société

Procédure d'exclusion :

La décision d'exclusion devra figurer à l'ordre du jour de l'assemblée générale.

L'actionnaire devra être convoqué à cette assemblée, par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception, résumant les griefs invoqués contre lui et l'invitant à présenter sa défense au cours de cette assemblée, soit par lui-même, soit par un ou une autre actionnaire. A défaut d'être présent, il pourra faire valoir ses moyens de défense par voie postale en les adressant au Conseil de gestion.

Il doit s'écouler un délai minimum de trente (30) jours entre la date d'expédition de la convocation et le jour de la comparution.

La décision d'exclusion est prise par l'assemblée générale des actionnaires à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés après avis motivé du Conseil de gestion.

A défaut pour l'actionnaire d'être présent ou représenté à l'assemblée générale, la décision est prise en son absence. Si la décision d'exclusion est votée, elle sera immédiatement exécutoire.

La notification de la décision d'exclusion est faite par courriel avec accusé de réception ou, à défaut, par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception.

Le rachat des actions de l'actionnaire exclu est fait dans le respect des clauses de préemption et d'agrément. A défaut de repreneur, la société annule les actions.

#### **Article 15—Perte de la qualité d'actionnaire**

La perte de la qualité d'actionnaire peut résulter des situations suivantes :

- La cession d'actions
- Le décès de l'actionnaire
- Le retrait de l'actionnaire
- L'exclusion prononcée par l'Assemblée Générale, après avis motivé du Conseil de gestion, dans les conditions prévues à l'article 14 des statuts.

ML    SC    VS    MD    10/27  
FP    AS    SD    ~~AS~~    ~~ML~~    SC



La perte de la qualité d'associé au titre de l'article 15 vaut également sortie de l'opération d'autoconsommation collective dans laquelle l'actionnaire était impliqué.

**Article 15 bis—Perte de la qualité de membre d'une opération d'autoconsommation collective**

Tout actionnaire impliqué dans une opération d'autoconsommation collective peut décider d'en sortir selon les clauses précisées dans son contrat d'achat d'électricité, sans que cela modifie pour autant sa qualité d'associé dans la présente société.

**Article 16—Droits et obligations de l'actionnaire sortant**

L'actionnaire qui se retire ou est exclu a droit au remboursement de la somme versée sur le montant nominal de ses actions.

Cette somme est, le cas échéant, diminuée de sa quote-part dans le montant des pertes qui excèdent les réserves figurant au bilan.

Inversement, elle est augmentée du montant de la prime d'émission décidée par l'assemblée générale qui a statué sur les comptes de l'exercice précédent, sauf en cas d'exclusion

Dans tous les cas, le montant des subventions d'investissement n'est pas pris en compte dans la méthode de valorisation des actions cédées.

Pour ce calcul, il est tenu compte, en cas de retrait, du bilan arrêté à la date d'effet du retrait et pour les autres cas, du dernier bilan arrêté avant l'exclusion, à moins que le Conseil de gestion ne préfère établir une situation à la date de prise d'effet de l'exclusion.

Le règlement du prix de cession dû à l'actionnaire, dans les conditions ci-dessus, ou à ses ayants droit, doit intervenir dans le délai fixé par le Conseil de gestion, de façon à ne pas préjudicier au bon fonctionnement de la société, sans que ce délai puisse excéder un an. Par exception, en cas d'exclusion, le règlement du prix de cession aura lieu dans les 30 jours de la cession.

L'actionnaire quittant la société est tenu de rembourser à celle-ci toutes sommes pouvant lui être dues, ainsi que, le cas échéant, le montant de sa quote-part dans les pertes calculées comme il est dit ci-dessus.

Ce remboursement doit être effectué immédiatement, le Conseil de gestion pouvant, toutefois, accorder des délais, s'il l'estime opportun.

**TITRE IV ADMINISTRATION – CONTROLE**

**Article 17—Conseil de gestion**

Le Conseil de gestion est composé au minimum de six membres et idéalement de neuf à douze membres choisis parmi les actionnaires.

Par dérogation, à la constitution de la Société, le Conseil de gestion peut être composé de cinq membres minimum.

Les actionnaires complètent le nombre de sièges du Conseil de gestion afin qu'il atteigne le minimum de six lors de la première assemblée générale suivant l'immatriculation de la Société.

Les premiers membres du Conseil de gestion sont désignés dans les statuts.

Par la suite, les membres du Conseil sont nommés ou renouvelés dans leurs fonctions à la majorité simple par décision collective des actionnaires présents ou représentés qui peuvent les révoquer à tout moment dans les mêmes conditions.

ML W SC JS MD 11/27  
FP AS SD AH SC



En cas de vacance, le Conseil pourvoit au remplacement du membre manquant en cooptant un actionnaire, pour le temps du mandat restant à courir. Le choix du Conseil doit être soumis à la ratification de la plus prochaine décision de la collectivité des associés. Par exception, lorsque le nombre de membres devient inférieure à 6, les membres du Conseil restants doivent réunir immédiatement la collectivité des associés en vue de compléter l'effectif du Conseil.

Le conseil de gestion s'efforce dans sa composition de respecter la parité, une représentation équitable des différents types d'actionnaires : habitants, collectivités, entreprises, autres personnes morales, propriétaires de toits. Il s'efforce également de représenter les différentes zones du territoire.

Les collectivités et les entreprises ne peuvent occuper collectivement plus de 50 % des sièges du conseil de gestion.

Lorsque la société est Personne Morale Organisatrice de projets d'autoconsommation collective, le Conseil de gestion s'efforce d'assurer une représentativité des comités consultatifs afférents au sein de ses membres.

En l'absence de la personne en charge de la Présidence ou en cas d'empêchement de cette personne, le Conseil de gestion est présidé par la personne élue à la vice-présidence. En cas d'absence ou d'empêchement de cette personne, les membres du conseil de gestion désignent une personne pour présider la séance.

Le mandat des membres du Conseil de gestion est de 2 ans renouvelable.

Le Conseil de gestion détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs légaux attribués à la collectivité des associés, il se saisit de toutes questions intéressant la bonne marche de la société et règle, par ses délibérations, les affaires qui la concernent.

Il valide les comptes annuels et le rapport de gestion à présenter à l'assemblée générale annuelle des associés ainsi que la proposition d'affectation des résultats.

Il convoque l'assemblée générale annuelle d'approbation des comptes sociaux, en fixe l'ordre du jour et arrête les projets de résolutions à présenter à l'assemblée générale.

Par suite de l'assemblée générale annuelle, il arrête les modalités de paiement des éventuels dividendes.

Il est, en outre, compétent pour les pouvoirs spécifiques qui lui sont attribués par les statuts, notamment le Président ou la Présidente devra recueillir l'accord préalable du Conseil de gestion pour les décisions figurant à l'article 18.

Le Conseil de gestion met en œuvre la procédure d'agrément.

Tout membre du Conseil de gestion qui disposerait par ailleurs d'une fonction d' élu au sein d'une collectivité s'engage à ne pas se trouver en conflit d'intérêt dans l'exercice de son mandat électif. De la même manière, tout membre du Conseil de gestion qui exercerait par ailleurs une activité commerciale en lien avec l'objet social de la société s'engage à ne pas se trouver en conflit d'intérêt dans l'exercice de ses fonctions.

Il décide, en outre, le principe et les modalités des avances en compte courant d'associé.

Il décide des modalités de mise en œuvre des opérations d'autoconsommation collective en s'appuyant sur l'avis des comités consultatifs concernés (art. 17bis). Il autorise l'entrée des participants dans une opération, discute et conclut les conventions avec le gestionnaire de réseau,

ML AP VS MD 12/27  
SK AS  
SS  
SC  
VS  
MD  
SC



définit les prix de vente de l'énergie produite lorsque la société est productrice dans une opération d'autoconsommation collective, et convient des règles de communication entre les membres d'une même opération.

Le Conseil de gestion se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige et, au moins une fois tous les quatre mois.

Le Conseil de gestion est convoqué par la personne en charge de la Présidence, ou, en cas d'empêchement de celle-ci, par la personne chargée de la Vice-présidence ou à défaut un autre membre du Conseil de gestion, par tout moyen écrit (lettre, courriel, télécopie) cinq jours à l'avance. En cas d'urgence, le Conseil de gestion peut être réuni sans délai. La convocation précise l'ordre du jour.

Sauf majorité statutaire spécifique prévue pour certaines décisions, le Conseil de gestion statue à la majorité des deux-tiers des voix des membres présents ou représentés.

Chaque membre peut se faire représenter à la séance d'un Conseil de gestion dans le cadre d'un mandat écrit donné à un autre membre ou à défaut à la personne chargée de la Présidence. Le nombre de mandat par personne est limité à un.

Un quorum de 50 % des membres du Conseil de gestion présents ou représentés est imposé pour la prise de décision au sein du Conseil de gestion. Le quorum doit être atteint pour que la décision soit valide.

Les décisions et avis du Conseil de gestion sont constatés dans des procès-verbaux signés par le Président ou la Présidente de séance et au moins un autre membre du comité et conservés dans un registre spécial.

Dans les rapports avec les tiers, la société n'est engagée que par le Président ou la Présidente qui devra toutefois rendre compte de sa gestion au Conseil de gestion.

#### **Article 17 bis—Comité consultatif pour les opérations d'autoconsommation collective**

Pour chaque opération d'autoconsommation collective dans laquelle la société Centrales Villageoises de la vallée du Garon porte la responsabilité de Personne Morale Organisatrice, il est constitué un comité consultatif composé de représentants des producteurs et consommateurs impliqués dans l'opération concernée.

Le comité consultatif est composé des membres de l'opération d'autoconsommation collective qui ont exprimé leur intérêt pour participer à ce comité dans le formulaire d'entrée

- Formule un avis, auprès du Conseil de gestion, sur l'admission des actionnaires qui sollicitent une participation dans l'opération d'autoconsommation collective concernée

- Formule un avis, auprès du Conseil de gestion, sur la perte de qualité d'associé lorsqu'elle concerne l'exclusion d'un membre d'une opération d'autoconsommation collective pour manquement aux dispositions des présents statuts ou pour tout autre motif portant préjudice aux intérêts moraux et matériels de la société ;

- formule une proposition de clé de répartition entre consommateurs et producteurs de l'opération considérée, sur la base des éléments fournis par les études préalables et mises à disposition par le Conseil de gestion. Il peut également s'exprimer sur les prix de vente de l'électricité proposés.

Le comité consultatif se réunit sur sollicitation du Conseil de gestion, au moins une fois par an.

Les propositions sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

ML SC VS MD 13/27  
AF AS SD ~~AS~~ MA SC



### **Article 18—Présidence et Vice-présidence**

La société est représentée, gérée et administrée par une personne en charge de la Présidence, personne physique choisie parmi les actionnaires.

La première personne chargée de la Présidence est nommée dans les statuts. En cours de vie sociale, elle est nommée ou renouvelée par le Conseil de gestion en son sein.

Le Conseil de gestion nomme, en outre, en son sein, une personne en charge de la Vice-présidence chargée de convoquer le Conseil de gestion et de procéder aux consultations collectives des associés en cas d'empêchement de la personne chargée de la Présidence. En l'absence ou en cas d'empêchement de la personne chargée de la Présidence, la personne chargée de la Vice-présidence préside les Conseil de gestion et les assemblées d'associés.

Le premier Vice-président ou la première Vice-Présidente est nommé dans les statuts.

Les fonctions de Président ou Présidente et Vice-président ou Vice-présidente ne sont pas rémunérées.

La durée des fonctions des personnes en charge de la Présidence et la Vice-présidence est de 2 ans renouvelable 3 fois.

La révocation des personnes en charge de la Présidence et de la Vice-présidence peut être prononcée à tout moment par le Conseil de gestion.

#### *Pouvoirs du Président ou de la Présidente*

La personne chargée de la Présidence représente la société à l'égard des tiers, conformément à l'article L 227-6 du Code de commerce.

Sous réserve des pouvoirs expressément attribués à la collectivité des associés par les présents statuts ou la loi et sous réserve des pouvoirs attribués statutairement au Conseil de gestion, la personne chargée de la Présidence est investie des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans la limite de l'objet social.

Lorsqu'il n'est pas nommé de commissaires aux comptes, le Président ou la Présidente établit un rapport sur les conventions visées à l'article L.227-10 du Code de commerce qui est présenté aux associés.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes de la personne chargée de la Présidence qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Les dispositions statutaires limitant les pouvoirs du Président ou de la Présidente sont inopposables aux tiers.

Le Président ou la Présidente doit recueillir l'accord préalable du Conseil de gestion pour les décisions suivantes :

- admettre un nouvel actionnaire,
- acquérir ou céder tout élément d'actif d'un montant supérieur par opération à 500 euros,
- prendre l'initiative de tout procès ou transaction de quelque nature que ce soit,
- conclure toute convention d'occupation,

ML  
FP  
SD  
SL  
AS  
VS  
HA  
MD  
SC

- conclure toute convention d'emprunt avec les organismes bancaires
- créer ou supprimer toute branche d'activité,
- créer, supprimer ou déplacer toute unité de production, tout établissement secondaire,
- déplacer le siège social,
- lever l'interdiction d'aliéner ou du retrait d'un ou d'une actionnaire avant la durée de cinq ans suivant l'immatriculation de la société.

**Article 19—Délégation de pouvoirs**

La personne chargée de la Présidence pourra se substituer partiellement dans ces pouvoirs autant de mandataires qu'elle avisera.

En cas d'empêchement temporaire du Président ou de la Présidente pour une durée n'excédant pas six mois, la personne chargée de la Vice-présidence exerce la Présidence par intérim.

En cas d'empêchement d'une durée supérieure ou de décès de la personne chargée de la Présidence, le Conseil de gestion pourvoit au remplacement de cette personne dans les conditions prévues aux articles 17 et 18.

**Article 20—Commissaires aux comptes**

A la constitution de la Société, il n'est pas nommé de commissaires aux comptes.

En cours de vie sociale, si la société venait à remplir les conditions légales d'appartenance à un groupe ou si elle venait à répondre à l'un des critères définis légalement et tirés du nombre de salariés, du chiffre d'affaires ou du total du bilan, le contrôle légal de la société devra être effectué par un Commissaire aux comptes titulaire et un Commissaire aux comptes suppléant désignés par décision collective des actionnaires.

Les Commissaires aux comptes sont nommés pour six exercices, leurs fonctions expirant après l'approbation des comptes du sixième exercice.

Ils exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par la loi et les règlements en vigueur relatifs aux sociétés commerciales.

**Article 21—Conventions entre la Société et ses dirigeants**

Conformément aux dispositions de l'article L.227-10 du code de commerce, le Commissaire aux comptes ou, s'il n'en a pas été désigné, la personne chargée de la Présidence de la société présente aux actionnaires un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et l'un de ses dirigeants, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3.

Les actionnaires statuent sur ce rapport.

Les conventions non approuvées, produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour la personne chargée de la Présidence et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

**TITRE V DÉCISIONS COLLECTIVES DES ACTIONNAIRES**

ML MT SC VS MD 15/27  
 AP AT SD  VHK SC



## **Article 22—Droits de vote - Représentation. Conditions de majorité**

Tout actionnaire a le droit de participer aux décisions collectives quel que soit le nombre d'actions qu'il ou elle possède, sous réserve de la déchéance encourue pour défaut de libération, dans le délai prescrit, des versements exigibles sur ses actions.

Le droit de participer aux décisions collectives est subordonné à l'inscription en compte des actions au nom de leur titulaire au plus tard à la date de la décision collective.

Pour la prise de décision collective, il est fait référence aux stipulations de l'article 10 des statuts.

Dans les assemblées, chaque actionnaire peut être représenté par son conjoint, son représentant légal ou par un autre actionnaire de la Société. Tout pouvoir doit être nominatif, signé et validé avant le démarrage de l'Assemblée Générale. Il peut aussi voter par correspondance ou par vote électronique.

Chaque associé physiquement présent à une Assemblée générale ne peut détenir plus de 20 pouvoirs, représentants chacun 1 à 3 voix selon la règle établie à l'article 10.

Sous réserve des décisions requérant l'unanimité ou une majorité particulière en application des dispositions légales ou des présents statuts, les décisions collectives sont adoptées à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

Requièrent, notamment, une décision unanime des actionnaires conformément aux dispositions de l'article L.227-19 du Code de commerce, l'adoption ou la modification des clauses statutaires relatives à l'inaliénabilité des actions, l'agrément des cessions d'actions, à l'obligation pour un ou une actionnaire de céder ses actions et à la suspension de ses droits non pécuniaires.

## **Article 23—Décisions obligatoirement prises par les actionnaires.**

Les décisions en matière d'augmentation ou de réduction de capital (en dehors de l'application de la clause de variabilité du capital social), d'amortissement, de fusion, de scission, de dissolution, de transformation en une société d'une autre forme, de nomination de commissaires aux comptes (le cas échéant), de comptes annuels et de bénéfices ainsi que l'approbation des conventions visées à l'article L.227-10 du Code de commerce sont, dans les conditions prévues par les statuts, exercées collectivement par les actionnaires.

Relèvent, également, de la décision collective des actionnaires les décisions suivantes :

- Toute autre modification statutaire,
- La nomination des membres du Conseil de gestion, leur révocation,
- La prise de participation de la société dans tout groupement ou société,
- La poursuite de la société ou sa dissolution en cas d'insuffisance des capitaux propres,
- Décider ou autoriser l'émission d'obligations et en fixer ses modalités ou déléguer à la Présidence ou au Conseil de gestion les pouvoirs pour réaliser l'émission d'obligation et en arrêter les modalités,
- le dépassement du seuil de détention du capital au-delà de 10%, par un ou une actionnaire ou toute personne souhaitant entrer au capital.

## **Article 24—Modalités de consultation des actionnaires**

Toutes les décisions collectives pourront être prises en assemblée, à distance, par voie de consultation écrite ou d'un vote électronique, par conférence vidéo. Le choix de la forme de la décision collective appartient à la personne chargée de la Présidence.

ML  
AP  
AS  
SL  
SD  
JS  
SC  
MD



Toutefois, l'assemblée générale est réunie au moins une fois par an, dans les six mois de la date de clôture de l'exercice pour statuer sur les comptes sociaux.

La personne chargée de la Présidence est aussi tenue de convoquer l'assemblée générale lorsque l'ordre du jour comprend un point relatif à l'exclusion d'un ou d'une actionnaire ou lorsqu'il s'agit de statuer sur la poursuite ou la dissolution de la société du fait de l'insuffisance des capitaux propres.

Les convocations sont signées du Président ou de la Présidente, ou en condition cas d'empêchement de la personne chargée de la Présidence, par le Vice-président ou la Vice-présidente.

À défaut, elles peuvent être également convoquées par le Commissaire aux comptes, s'il existe, ou par un mandataire de justice dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

La convocation des assemblées générales est faite, aux frais de la société, par lettre simple ou recommandée, ou par voie électronique avec accusé de réception (sauf lorsqu'au moment de son admission l'actionnaire aura souhaité être convoqué uniquement par courrier). La convocation est adressée à chacun des actionnaires quinze jours au moins avant la date de l'assemblée.

Les assemblées sont convoquées au siège social ou en tout autre lieu indiqué sur la convocation.

L'assemblée est présidée par le Président ou la Présidente ou, en son absence ou son empêchement par la personne chargée de la Vice-présidence. A défaut, l'assemblée désigne parmi les actionnaires présents la personne en charge de la présidence de séance.

À chaque assemblée est tenue une feuille de présence : celle-ci dûment émargée par les actionnaires présents et les mandataires, est certifiée exacte par la personne chargée de la Présidence.

Tout actionnaire peut voter par correspondance, au moyen d'un formulaire établi par la société et remis aux actionnaires qui en font la demande. Il devra compléter le bulletin, en cochant pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote.

Le défaut de réponse dans le délai indiqué par la convocation vaut abstention totale de l'actionnaire.

L'ordre du jour de l'assemblée (ou bien : de la consultation à distance), qui doit être indiqué dans la lettre de convocation, est arrêté par l'auteur de la convocation.

#### **Article 25—Procès-verbaux**

Toute décision collective prise par les actionnaires est constatée par un procès-verbal, dressé et signé par la personne chargée de la Présidence et un autre actionnaire.

En cas de consultation écrite, le texte des résolutions ainsi que les documents nécessaires à l'information des actionnaires sont adressés à chacun par tous moyens. Les actionnaires disposent d'un délai minimal de quinze jours à compter de la réception des projets de résolutions pour émettre leur vote, lequel peut être émis par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courriel avec accusé de réception.

L'actionnaire n'ayant pas répondu dans le délai susvisé est considéré comme abstentionniste.

Le résultat de la consultation écrite est consigné dans un procès-verbal mentionnant la réponse de chaque actionnaire.

Les procès-verbaux sont établis sur des registres spéciaux, tenus au siège social, cotés et paraphés.

Toutefois, les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles, numérotées sans discontinuité, paraphées.

ML VT SC VS MD 17/27  
FP AS SD JH SC

Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou interversion de feuilles est interdite.

Les copies ou extraits de délibérations des actionnaires sont valablement certifiées conformes par le président ou la présidente ou la personne chargée de la vice-présidence.

Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement effectuée par le seul liquidateur.

## **TITRE VI COMPTES SOCIAUX – REPARTITION DES RÉSULTATS**

### **Article 26—Exercice social**

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre.

Par exception, le premier exercice commencera le jour d'immatriculation de la société et se clôturera le 31 décembre de l'année suivante.

### **Article 27—Inventaire et comptes sociaux**

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi. À la clôture de chaque exercice, le Conseil de gestion dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Il présente les comptes annuels de l'exercice, il arrête les comptes annuels et soumet l'approbation des comptes de l'exercice aux actionnaires à l'occasion de l'Assemblée Générale annuelle.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du résultat de gestion, aux amortissements et provisions nécessaires.

Le Conseil de gestion établit le rapport de gestion qui décrit la situation de la Société durant l'exercice écoulé, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, les perspectives et évolutions possibles.

### **Article 28—Approbation des comptes annuels et répartition des résultats**

L'assemblée générale des actionnaires est appelée à statuer collectivement sur l'approbation des comptes de l'exercice.

Dans les six mois de la clôture, le Conseil de gestion arrête les comptes, et établit un rapport de gestion qui est soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale.

L'affectation des résultats est proposée par le Conseil de gestion et décidée par l'Assemblée Générale des associés.

Agrément ESUS Option ESS :

Une réserve statutaire, dite "fonds de développement" est constituée. Une part au moins égale à 20% des bénéfices de l'exercice y est affectée chaque année, jusqu'à atteindre 20% du capital social.

Après approbation des comptes annuels et constatation d'un bénéfice distribuable, l'assemblée générale détermine, sur proposition du Conseil de gestion, la part attribuée aux actionnaires sous forme de dividendes.

Celle-ci est nécessairement inférieure ou égale à 50% du bénéfice constaté.

ML AS SC VS MD 18/27  
FP AS SD JH SC



Sur décision de l'Assemblée Générale le solde peut être versé en réserve ou affecté au financement d'autres projets correspondant à l'objet social.

#### **Article 29—Paiement des dividendes**

Le paiement des dividendes se fait dans les conditions arrêtées par le Conseil de gestion lors de sa première réunion suivant l'Assemblée Générale.

Ce paiement pourra soit être versé aux actionnaires, soit inscrit en compte selon le souhait exprimé par l'actionnaire.

#### **Article 30—Utilisation des réserves**

L'Assemblée générale décide de l'affectation des réserves (hors réserves légales de 5%).

Les réserves statutaires telles que définies à l'article 28 devront nécessairement être utilisées pour financer des actions se rapportant à l'objet social de la société tel que défini à l'article 3, ou à des actions de solidarité (lutte contre la précarité énergétique, solidarité locale et internationale, etc.). Les réserves statutaires ne sont pas distribuables.

### **TITRE VII PROROGATION - DISSOLUTION – LIQUIDATION**

#### **Article 31—Capitaux propres insuffisants par rapport au capital social**

Conformément aux dispositions de l'article L.225-248 du Code de commerce, si du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres deviennent inférieurs à la moitié du capital social, les associés doivent décider en assemblée générale s'il y eu lieu ou non de procéder à la dissolution anticipée de la société.

#### **Article 32—Dissolution, liquidation, prorogation**

Hors cas prévus par la loi, les actionnaires peuvent décider la dissolution volontaire anticipée par décision collective adoptée en assemblée générale extraordinaire à la majorité des deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés.

La décision collective désigne le ou les liquidateurs.

La liquidation de la société est effectuée conformément aux dispositions légales.

Le boni de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.

La décision de prorogation de la société est prise par décision collective des actionnaires réunis en assemblée générale et prise à la majorité des deux tiers des voix des actionnaires, un an au moins avant la date d'expiration de la société.

#### **Article 33—Contestations**

Toute contestation qui pourrait s'élever au cours de l'existence de la Société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les actionnaires ou anciens actionnaires et la société, soit entre les actionnaires ou anciens actionnaires eux-mêmes, au sujet des affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, sera soumise à l'arbitrage d'un organisme habilité ou au tribunal compétent du lieu d'immatriculation de la société.

Chacune des parties désignera un arbitre, puis les arbitres désignés en choisiront un autre, de manière que le tribunal arbitral soit constitué en nombre impair. À défaut d'accord sur cette

ML V SC VS (MD) 19/27  
FP AS SD JH SC



désignation, il y sera procédé par voie d'ordonnance du Président ou de la Présidente du tribunal de commerce du lieu du siège social, saisi comme en matière de référé par une des parties ou un arbitre.

L'instance arbitrale ne prendra pas fin par la révocation, le décès, l'empêchement, l'abstention ou la récusation d'un arbitre. Il sera pourvu à la désignation d'un nouvel arbitre par ordonnance du Président ou de la Présidente du tribunal de commerce saisi comme il est dit ci-dessus, non susceptible de recours.

Les arbitres seront tenus de suivre les règles établies par les tribunaux.

Ils statueront comme amiables compositeurs et en dernier ressort, les parties convenant de renoncer à la voie de l'appel. Les honoraires des arbitres seront supportés à égalité par les parties.

Les parties attribuent compétence au Président ou à la Présidente du tribunal de commerce du lieu du siège social tant pour l'application des dispositions qui précèdent que pour le règlement de toutes autres difficultés.

## TITRE VIII DISPOSITIONS DIVERSES

### **Article 34—Engagement pour le compte de la société avant la signature des statuts**

La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Préalablement à la signature des statuts et conformément à l'article R.210-6 du Code de commerce, l'état des actes accomplis pour le compte de la Société en formation avec l'indication pour chacun d'eux, de l'engagement qui en résultera pour la société, a été présenté aux soussignés, étant précisé que ledit acte a été tenu à la disposition des actionnaires trois jours au moins avant la signature des présentes.

Cet état est annexé aux présents statuts et sa signature emportera reprise de ces engagements par la société lorsqu'elle aura été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés.

### **Article 35—Mandat de prendre des engagements pour le compte de la société entre la signature des statuts et son immatriculation**

Les soussignés, membres fondateurs de la société "Centrales villageoises de la vallée du Garon", société par actions simplifiée à capital variable, au capital de 11.700 euros, dont le siège social est à Chaponost donnent mandat à la personne en charge de la Présidence, Monsieur Maxime Thinon, demeurant à Chaponost, 69630, 3bis rue Benoit Badoil, de prendre au nom et pour le compte de la Société entre la signature des statuts jusqu'à son immatriculation au Registre du commerce et des Sociétés, tous les engagements permettant d'ores et déjà l'exercice de l'activité sociale.

C'est ainsi que Monsieur Maxime Thinon est autorisé dans le cadre de son mandat et pour le compte de la société à passer les engagements jugés urgents et conforme à l'intérêt social, encaisser toutes sommes, faire toutes déclarations, acquitter toutes taxes ou impôts, signer toutes pièces et en général faire le nécessaire.

Les soussignés donnent également mandat à Monsieur Maxime Thinon pour accomplir toutes les formalités de constitution et notamment :

- Effectuer les publicités légales, dépôts de pièces et insertions ;
- Faire toutes déclarations exigées par les administrations fiscales ou autres ;

ML  
FP  
AS  
SL  
SD  
MD  
JH  
VS  
20/27  
SC



- Faire immatriculer la société au Registre du Commerce et des Sociétés ;

- Payer les frais de constitution ;

Les soussignés donnent également mandat au Président pour :

- Retirer de la banque Caisse d'épargne Rhône-Alpes après immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés, la somme de 11.700 euros, provenant des souscriptions en numéraire, et consentir quittance de ladite somme au nom de la société ;

- Signer tous actes, formules, pièces, registres et procès-verbaux nécessaires, faire toutes déclarations, fournir toutes justifications utiles, élire domicile et substituer.

Mention « Bon pour acceptation de pouvoir », suivie de la ou des signatures

Sergio CILIBERTO

Bon pour acceptation de pouvoir



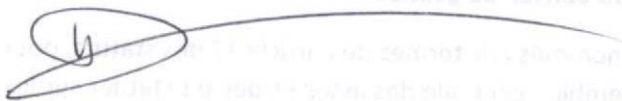
Martin DARODES de TAILLY

Bon pour acceptation de pouvoir



Stéphane DAEUBLE

Bon pour acceptation de pouvoir



Hugo HAZARD

Bon pour acceptation de pouvoir



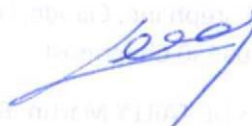
Stéphane LARÇONNIER

Bon pour acceptation de pouvoir



Morgan LEROY

Bon pour acceptation de pouvoir



François PILLARD

Bon pour acceptation de pouvoir



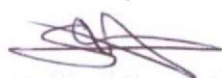
Arnaud SOURTY

Bon pour acceptation de pouvoir



Vincent SZELAG

Bon pour acceptation de pouvoir



Agnès TOURENQ

Bon pour acceptation de pouvoir



**Article 36—Désignation du premier Président ou de la première Présidente et du premier Vice-président ou de la première Vice-présidente**

Le premier Président de la société, nommé-e aux termes de l'article 18 des statuts, pour une durée de 2 ans devant s'achever lors de l'assemblée générale des actionnaires devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025, est :

- Monsieur THINON, Maxime, né le 1<sup>er</sup> août 1978 à Saint Etienne (42), domicilié 3 bis rue Badoil 69630 Chaponost,

M. Maxime Thinon accepte les fonctions qui lui sont confiées et déclare n'être atteint-e d'aucune incompatibilité ni d'aucune interdiction susceptibles d'empêcher sa désignation et l'exercice de ses fonctions.

Le premier Vice-président ou la première Vice-présidente de la société, nommé-e aux termes de l'article 18 des statuts, pour une durée de 2 ans devant s'achever lors de l'assemblée générale des associés devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025, est :

- Mme TOURENQ Agnès, née le 2 avril 1955, à Courbevoie (92), demeurant 1 chemin des balmes, 69390 Vourles,

Mme Agnès Tourenq accepte les fonctions qui lui sont confiées et déclare n'être atteinte d'aucune incompatibilité ni d'aucune interdiction susceptibles d'empêcher sa désignation et l'exercice de ses fonctions.

**Article 37—Désignation des premiers membres du Conseil de gestion**

Les 12 premiers membres du Conseil de gestion, nommés aux termes de l'article 17 des statuts, pour une durée de 2 ans devant s'achever lors de l'assemblée générale des associés devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025, sont :

Monsieur CILIBERTO Sergio,

Monsieur DAEUBLE Stéphane,

Monsieur DARODES DE TAILLY Martin,

Monsieur HAZARD, Hugo,

Monsieur LARÇONNIER Stéphane,

Monsieur LEROY Morgan,

Monsieur PILLARD François,

Monsieur SOURTY Arnaud,

ML AS SC VS 22/27  
FP AS SD HAN SC MD



Monsieur SZELAG Vincent, ( [redacted] ) s

Monsieur THINON, Maxime, r [redacted]

- Mme TOURENQ Agnès, r [redacted]

lesquels acceptent les fonctions qui leur sont confiées et déclarent n'être atteint d'aucune incompatibilité ni d'aucune interdiction susceptibles d'empêcher leur désignation et l'exercice de leurs fonctions.

Fait à Chaponost,

Le 06/03/2024

En trois exemplaires originaux, dont un pour être déposé au siège et deux pour les formalités d'enregistrement et de dépôt au greffe du tribunal de commerce.

Les actionnaires (paraphes et signatures)

Sergio CILIBERTO

SC 

Martin DARODES de TAILLY

MD 

Stéphane DAEUBLE

SD 

Hugo HAZARD

HH 

Stéphane LARÇONNIER

SL 

Morgan LEROY

ML 

François PILLARD

FP 

Arnaud SOURTY

AS 

Vincent SZELAG

VS 

FP SC VS MD SD

SC

Le Président (mention « Bon pour acceptation des fonctions de Président » suivie de sa signature)

Bon pour acceptation des fonctions de Président



La Vice-Présidente (mention « Bon pour acceptation des fonctions de Vice-Présidente » suivie de sa signature)

Bon pour acceptation des fonctions de Vice-Présidente



Les membres du Conseil de gestion (mention « Bon pour acceptation des fonctions de membre du Conseil de gestion » suivie de leur signature)

Sergio CILIBERTO

Bon pour acceptation des fonctions de membre de conseil de gestion



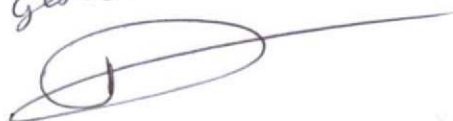
Martin DARODES de TAILLY

Bon pour acceptation des fonctions de membre du conseil de gestion.



Bon pour acceptation des fonctions de membre du conseil de gestion

Stéphane DAEUBLE



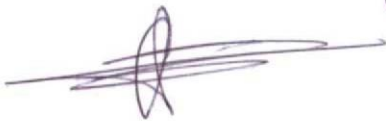
Hugo HAZARD

Bon pour acceptation des fonctions de membre du conseil de gestion.



Stéphane LARÇONNIER

Bon pour acceptation des fonctions de membre de conseil de gestion



Morgan LEROY

Bon pour acceptation des fonctions de membre du conseil de gestion



François PILLARD

Bon pour acceptation des fonctions de membre du conseil de gestion



Arnaud SOURTY

Bon pour acceptation des fonctions de membre du conseil de gestion



Vincent SZELAG

Maxime THINON

Bon pour acceptation des fonctions  
de membre du conseil de gestion.

Bon pour acceptation des fonctions de  
membre du conseil de gestion



Agnès TOURENQ

Bon pour acceptation des fonctions  
de membre du conseil de gestion



A FP

SD

A HM

VS

SC MD

« SAS Centrales Villageoises de la vallée du Garon »

Société par actions simplifiée à capital variable Au capital de 11.700€

Siège social Chaponost

En cours de formation

ÉTAT DES ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION PRÉALABLEMENT A  
LA SIGNATURE DES STATUTS

Les soussignés

Monsieur CILIBERTO Sergio, [REDACTED]

Monsieur DAEUBLE Stéphane, [REDACTED]  
avenue de Verdun 69630 Chaponost,

Monsieur DARODES DE TAILLY Martin, Benoît, né le 12 août 1980 à Reims (51), domicilié 18 rue [REDACTED]

Monsieur HAZARD, I [REDACTED]

Monsieur LARÇONNIER Stéphane, [REDACTED]

Monsieur LEROY Morgan, F [REDACTED]

Monsieur PILLARD François, [REDACTED]

Monsieur SOURTY Arnaud, C [REDACTED]

Monsieur SZELAG Vincent, [REDACTED]

Monsieur THINON, Maxime, r [REDACTED]

Madame TOURENQ, Agnès M [REDACTED]

Déclarent :

-Avoir pris connaissance des actes accomplis pour le compte de la Société en formation, à savoir :

Ouverture d'un compte de souscription de capital auprès de la Caisse d'Epargne Rhône-Alpes  
Compte ouvert le

Aucun frais d'ouverture ou de tenue de compte n'a été réglé.

Conformément aux articles L.210-6 et R.210-6 du Code de commerce, cet état a été tenu, à l'adresse prévue du siège social, à disposition des futurs actionnaires, qui ont pu en prendre copie, trois jours au moins avant la signature des statuts.

Handwritten signatures and initials: SF, SD, MZ, S.C., FP, AJ, VS, SC, MD, 26/27



La signature des statuts emportera reprise de ces engagements par la société dès qu'elle aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés. Ces engagements seront alors réputés souscrits dès l'origine par la société.

Fait à Chaponost, le 06/03/2024

En trois exemplaires originaux, dont un pour être déposé au siège et deux pour les formalités d'enregistrement et de dépôt au greffe du tribunal de commerce.

Sergio CILIBERTO

Martin DARODES de TAILLY

Stéphane DAEUBLE

Hugo HAZARD

Stéphane LARÇONNIER

Morgan LEROY

François PILLARD

Arnaud SOURTY

Vincent SZELAG

Maxime THINON

Agnès TOURENQ

# CHARTRE des CENTRALES VILLAGEOISES



## Contexte

Les Parcs naturels régionaux de Rhône-Alpes, avec l'appui de Rhônalénergie-Environnement, ont expérimenté entre 2010 et 2015 la mise en place de projets de production d'énergie renouvelable innovants sur plusieurs territoires pilotes. Ces Centrales villageoises, basées sur une participation citoyenne forte, s'inscrivent en cohérence avec les missions principales des Parcs, déclinées dans leurs Chartes : développement local des territoires, valorisation des paysages et du patrimoine, lutte contre le changement climatique, revitalisation des zones rurales, sensibilisation des populations aux enjeux environnementaux, etc.

Cette expérimentation a abouti à l'élaboration d'un modèle reproductible, basé sur la constitution de sociétés locales, qui a vocation à se diffuser dans l'ensemble du monde rural. Les centrales villageoises contribuent ainsi à la mise en œuvre du changement d'échelle, nécessaire à l'obtention d'impacts réels sur les enjeux de territoire. Elles constituent un support local aux efforts à mener au niveau national sur le développement des énergies renouvelables, en lien avec les engagements que s'est fixés la France pour atteindre les objectifs européens.

## Définition

Les Centrales Villageoises sont des sociétés locales qui ont pour but de développer les énergies renouvelables sur un territoire précis, en associant citoyens, collectivités et entreprises locales. Elles sont ancrées localement et agissent à l'intérieur d'un territoire d'orientation qui peut être un Parc naturel régional ou national, un pays, un territoire à énergie positive (TEPOS) ou tout territoire qui porte un projet global de développement et s'engage dans la transition énergétique. Les projets qui sont développés contribuent à atteindre les objectifs du territoire et respectent le paysage et le patrimoine. Ils génèrent des retombées économiques locales.

## Valeurs

### La participation citoyenne

Les projets doivent être construits avec une gouvernance citoyenne forte, en associant au maximum la population locale dès la conception du projet.

### Le lien aux collectivités locales

Les centrales villageoises se développent dans des territoires qui présentent un engagement en faveur des énergies renouvelables. Les centrales villageoises doivent donc intégrer ces choix et œuvrer en bonne entente avec les collectivités locales qui affichent des objectifs énergétiques.



### **Le respect de l'environnement, du patrimoine bâti, architectural et paysager**

Les centrales villageoises portent des projets maîtrisés localement qui s'implantent de façon harmonieuse dans le paysage et l'architecture locale et respectent les milieux naturels. Elles sont en cohérence avec les chartes paysagères et les chartes environnementales des territoires.

### **La valorisation locale des ressources du territoire**

Les centrales villageoises sont portées localement. L'utilisation des ressources locales génèrent des retombées économiques qui doivent profiter essentiellement aux habitants, aux acteurs et aux collectivités du territoire.

### **Le partage des richesses créées**

La mise en place de la production d'énergies renouvelables doit viser à la dispersion des richesses auprès du plus grand nombre d'habitants et d'acteurs du territoire.

### **La contribution au développement local**

L'activité des centrales villageoises doit favoriser une mise en réseau des entreprises locales et générer pour chacun un bénéfice mutuel.

## **Mise en œuvre de la démarche**

### **Le périmètre d'action**

Les Centrales villageoises définissent le territoire d'action sur lequel elles entendent développer leurs projets. Le territoire comprend nécessairement plusieurs communes, il correspond à un bassin de vie, il est cohérent géographiquement et de taille raisonnable pour que les habitants et acteurs puissent se rencontrer facilement. Il ne correspond pas forcément à un territoire administratif. Il doit laisser la place à d'autres projets de centrales villageoises sur des territoires voisins. Les Centrales Villageoises agissent en bonne entente avec les élus et acteurs du territoire et contribuent aux objectifs du territoire dans un esprit constructif.

### **Les sociétés locales**

Les sociétés Centrales Villageoises sont nécessairement des SAS ou des SCIC SAS. Les habitants et acteurs d'un territoire mettent en place une société locale dite « Centrales Villageoises » en s'appuyant sur les statuts types et en les adaptant à leur contexte. Ceux-ci prévoient notamment une gouvernance démocratique (de type coopératif) et des garde-fous assurant une stabilité et un contrôle de l'actionnariat. Les articles qui apparaissent « en dur » dans les statuts types et dont les principes sont rappelés en annexe, ne sont pas modifiés. Les statuts types peuvent cependant évoluer par décision du comité de pilotage. Le nom « Centrales villageoises » apparaît nécessairement dans la dénomination sociale de la société. La conformité des statuts aux statuts types est validée par un tiers compétent reconnu par RAEE ou par d'autres sociétés Centrales Villageoises (co-optation).

### **Equilibre économique des projets**

Les projets développés recherchent une viabilité économique modérée mais réelle qui permette de rémunérer raisonnablement les actionnaires et de réinvestir dans de nouveaux projets.

## Annexe

Les statuts types des Centrales Villageoises comprennent des paragraphes non modifiables et des paragraphes à adapter par les actionnaires fondateurs.

Les règles établies sont les suivantes :

- Les sociétés qui souhaitent suivre la démarche des Centrales villageoises et bénéficier des outils et services liés comprennent obligatoirement le terme « Centrales villageoises » dans leur dénomination sociale. Les sociétés qui ne souhaitent pas respecter les règles de cette annexe ne peuvent utiliser cette dénomination sociale. Le nom « Centrales Villageoises » est déposé à l'INPI et appartient à Rhônalénergie-Environnement
- Les Centrales Villageoises ne peuvent investir que sur un territoire clairement identifié dans les statuts
  - L'objet social de la société est limité à la production d'énergies renouvelables et aux économies d'énergies
- La société est à capital variable et ouverte dans son actionariat, notamment aux habitants du territoire
- La société Centrales villageoises a son siège dans une des communes de son territoire d'intervention
- La société à une gouvernance coopérative ou semi coopérative. La gouvernance proportionnelle n'est pas possible.
- La société est administrée par un conseil de gestion d'au moins 6 personnes et le pouvoir du président est limité.
- Les clauses d'agrément et de préemption sont obligatoires dans les statuts
- Le nombre maximal d'actions par actionnaires est limité
- Le capital apporté par un actionnaire est intégralement libéré à la souscription



Les Centrales villageoises cherchent à développer à termes de nombreux projets de production d'énergie renouvelable ou de maîtrise de l'énergie sur leur territoire.

### Qualité des projets

Les Centrales villageoises développent des projets en adoptant une démarche de qualité de type professionnelle. Les outils et services mis en place pendant la phase d'expérimentation et disponibles sur le site [www.centralesvillageoises.fr](http://www.centralesvillageoises.fr) sont utilisés. Les projets sont développés en mêlant bénévolat, sensibilisation des habitants et apport professionnel afin de garantir la qualité des opérations.

### Participation au « Mouvement des Centrales villageoises »

Les Centrales villageoises communiquent sur les projets qu'elles ont réalisé afin d'en favoriser l'essaimage. Elles impulsent une vision positive d'une démarche mêlant sobriété énergétique, efficacité et recours aux énergies renouvelables.

Lorsqu'elles améliorent les outils et services mis à disposition sur le site [www.centralesvillageoises.fr](http://www.centralesvillageoises.fr) ou lorsqu'elles en créent d'autres, les Centrales villageoises partagent ces avancées avec les autres sociétés.

Les gestionnaires des sociétés « Centrales Villageoises » échangent entre eux sur les évolutions possibles dans la gestion et le montage des projets à travers le site internet et un forum qui leur est réservé.

Ils participent de droit au comité de pilotage des « Centrales villageoises » animé par RAEE et piloté par les Parcs naturels régionaux et leurs partenaires. Ils s'efforcent d'y être présents au moins une fois par an afin de participer aux débats et aux choix d'évolution. Ils reconnaissent le comité de pilotage comme lieu de résolution des éventuels conflits et s'engagent à en respecter les conclusions.

### L'engagement des « Centrales Villageoises »

Je soussigné Roxime Thimon, Président de la société Centrales Villageoises  
de la Vallée du Jaron m'engage au nom de ladite société à respecter et  
faire respecter les termes de cette charte, ainsi qu'à l'annexer aux statuts de la société.

Fait à Chagnat le 08/02/24,

